

PREFET DU CALVADOS

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE

Caen, le 20 septembre 2017

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DU CALVADOS

10 Boulevard du Général Vannier
CS 60040
14406 CAEN Cedex

Téléphone : 02 50 01 85 50

N/Réf : HS/CL- 2014 – A 542

Affaire suivie par : Hubert SIMON

E.Mail : hubert.simon@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT de l'INSPECTEUR des INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
Instruction de diverses modifications des conditions de fonctionnement de l'établissement.

PÉTITIONNAIRE : GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT
Route de Lorguichon
14540 ROCQUANCOURT

MOTIF : Présentation devant le Conseil Départemental de l'Environnement et des risques sanitaires et technologiques.

PIÈCE JOINTE : Projet d'arrêté.

I – PRÉSENTATION

Depuis 1914, la Société GUY DAUPHIN Environnement a pour activité le ramassage, le triage et la préparation des métaux ferreux en vue d'une réutilisation ultérieure. D'abord installée à CAEN, la société s'est implantée en 1965 sur le site des anciennes mines de fer à ROCQUANCOURT.

Les activités de la société GUY DAUPHIN Environnement se sont ensuite progressivement développées et diversifiées sur le site de Rocquancourt et au niveau national. L'arrêté du 8 juillet 2010, modifié par les arrêtés du 16 février 2011, 15 mars 2011, 2 mai 2013 et du 8 et 9 septembre 2014 autorise aujourd'hui l'établissement à exercer les activités suivantes : traitement des papiers, carton et D.I.B, traitement des ferrailles et métaux, dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage, broyage des déchets verts, traitement des résidus de broyage (RB) et traitement des batteries au plomb.

L'exploitant a depuis déposé divers porter à connaissance de modifications des conditions d'exploitations de son établissement :

1. le 29 juin 2015 : modification des activités DEEE et de la gestion des pneus de VHU, complété le 13 septembre 2017,
2. le 25 juillet 2016 : modification de la gestion des résidus de broyage (tri complémentaire sur les fragments de câbles électriques),
3. le 5 septembre 2016 : modification ponctuelle relative à la liste des déchets admis,
4. le 22 décembre 2016, complété le 16 mai 2017 : modification des plages horaires de fonctionnement du broyeur à métaux.

La nature de ces différentes modifications est explicitée ci-dessous.

Modification relative à la gestion des roues de VHU :

Le cahier des charges de la dépollution des VHU demande que les pneumatiques des VHU soient démontés dans une logique de valorisation des différents composants du VHU. Cette opération est généralement réalisée à l'aide d'une déjanteuse qui sépare physiquement la jante du pneumatique.

Le centre de VHU exploité par GDE à Rocquancourt est équipé d'une déjanteuse performante capable de traiter jusqu'à 240 roues/heure. Cet équipement présente en outre l'avantage d'être automatique, d'améliorer la sécurité du personnel et de réduire significativement la pénibilité de l'opération.

Par conséquent, GDE souhaite pouvoir traiter sur cette installation des roues issues d'autres centres VHU que celui de Rocquancourt. En effet, le centre VHU de Rocquancourt est autorisé à traiter au maximum 1800 VHU par an, soit 9000 roues au maximum, qui pourraient donc être déjantées en 6 jours.

C'est ce qui motive la demande de GDE de pouvoir traiter sur cette déjanteuse des roues en provenance des autres centres VHU de GDE situés en région et dans les régions voisines.

Pour mener à bien cette activité, il est nécessaire d'avoir les différents entreposages suivants :

- roues à déjancer : 120 m³ en bennes et 270 m³ sur palettes,
- pneus après déjantage : stockés dans une case du broyeur : 960 m³,
- jantes en bennes : 40 m³.

Modification relative à la gestion des DEEE :

L'établissement de Rocquancourt est autorisé et équipé pour dépolluer des DEEE de type « gros électroménagers hors froid » (GEM HF). En pratique, cela concerne les gazinières, fours, hottes, fours micro-ondes, lave-vaisselle et machines à laver.

La modification demandée par GDE concerne le tri et la purge des radiateurs à bains d'huiles (RBH).

Ces équipements sont généralement remplis d'huiles sans PCB, mais environ 5 % de ces radiateurs contiennent des huiles au pcb.

Le tri serait effectué visuellement : les radiateurs les plus récents étant équipés (depuis 2005) d'une étiquette avec une poubelle barrée, ils sont considérés comme non pollués (au pcb), les pcb étant interdit d'utilisation depuis 1987.

Ces équipements sont donc purgés, l'huile est dirigée vers une filière classique de régénération des huiles et les carcasses sont ferrailées.

Par contre, par défaut, les radiateurs à bains d'huiles non équipés de l'étiquette « poubelle barrée » sont considérées comme potentiellement pollués. Ils sont donc simplement regroupés pour envoi vers un établissement autorisé à traiter des équipements au pcb.

Modification relative à la gestion des résidus de broyage (RB):

L'ensemble des ateliers de tri des RB de l'établissement conduit à produire différentes fractions de matières en vue de leur valorisation et une part de résidus dit ultimes.

La présente modification consiste en la mise en place d'un traitement complémentaire sur une fraction de tri composée principalement de petits morceaux de câbles électriques, métaux ferreux, non ferreux et autres matières plastiques et caoutchouc.

Le procédé mis en place comporte plusieurs étapes de broyage fin, séparation aéraulique, magnétique ou densimétrique et granulation. La capacité de traitement est de 40 t/j.

Il n'y aura pas de nouveau stockages spécifiques à cette installation. L'installation est implantée dans une case couverte préexistante, en partie Est du site, à proximité des ateliers H,C et D.

Modification de la liste des déchets admis :

L'établissement est autorisé à recevoir des RB « bruts » ou qui ont fait l'objet d'un traitement primaire sur un site de production.

Ces traitements primaires peuvent être du type broyage, mais aussi du type « traitement mécanique ». Or l'arrêté actuel n'a pas inclus dans la liste des déchets admissibles ce type de déchets (code 19 12 12). L'exploitant demande donc que ce code « déchet » soit intégré à l'arrêté d'autorisation.

Modification des horaires de fonctionnement du broyeur à métaux :

Le broyeur de métaux de l'établissement est actuellement autorisé à fonctionner de 8 à 18 h en semaine et de 8 à 12 h le samedi.

L'exploitant souhaite élargir la plage horaire de fonctionnement à 7 h – 20 h 30 en semaine.

II – IMPACT OU RISQUES LIES AUX MODIFICATIONS

Au regard des différents porter à connaissance effectués par l'exploitant, la synthèse suivante des impacts associés peut-être effectuée.

II.1 – Impacts sur le classement de l'établissement

La modification relative à la gestion des roues et pneus au sein de l'établissement (déjantage) conduit uniquement à la modification suivante du tableau de classement de l'établissement :

Rubrique concernée			Activité correspondante exercée dans l'établissement (capacité de production, stockage)
N°	Intitulé	A/D	
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités	A	Activités déjà autorisées : le volume total susceptible d'être présent dans l'installation est d'environ 12 960 m ³ .

	visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³		L'activité de déjantage conduit à ajouter 1350 m ³ de roues et pneus. Le volume futur d'activité est donc de 13 310 m ³ .

La modification relative à la gestion des DEEE (radiateurs à bain d'huiles) au sein de l'établissement conduit uniquement à la modification suivante du tableau de classement de l'établissement :

Rubrique concernée			Activité correspondante exercée dans l'établissement (capacité de production, stockage)
N°	Intitulé	A/D	
2792-1.c	Installation de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm : la quantité de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente est inférieure à 2 t.	DC	Il s'agit d'une activité nouvelle. Le stock d'huiles sera limité à 1,9 t, soit environ 450 radiateurs à bains d'huiles.

La modification relative au traitement des résidus de broyage (traitement des câbles) ne modifie pas le classement de l'établissement, car cette activité sera effectuée dans le respect de la capacité autorisée de 2500 t/j au titre de la rubrique 2791-1 et, car il n'y a pas de stockages supplémentaires liés à cette activité.

La modification du code « déchet » (code 19 12 12) et la modification des horaires de fonctionnement du broyeur à métaux ne conduisent pas à modifier le classement de l'établissement.

II.2 – Impacts sur les risques chroniques de l'établissement

Modification relative à la gestion des roues de VHU :

La modification relative à la gestion des roues et pneus au sein de l'établissement (déjantage) sera effectuée au sein de l'aire actuelle de dépollution des VHU, elle n'a pas d'impact particulier sur les rejets de l'établissement dans l'eau ou dans l'air.

En ce qui concerne l'impact lié au transport, il sera non significatif, puisqu'il est estimé à moins d'un camion par semaine.

L'impact sonore pour l'environnement de l'établissement est lui aussi considéré comme négligeable sachant que la déjanteuse est hydraulique.

Modification relative à la gestion des DEEE :

La modification relative à la gestion des DEEE (radiateurs à bain d'huiles) sera effectuée à l'intérieur du bâtiment actuel de dépollution des DEEE. Cette modification n'aura pas d'impact particulier sur les rejets dans l'eau et dans l'air de l'établissement, ni sur l'ambiance sonore de l'établissement.

Modification relative à la gestion des résidus de broyage (RB):

La modification relative au traitement des résidus de broyage (traitement des câbles) ne nécessite aucune consommation d'eau et ne générera aucun rejets d'eau.

Les installations sont globalement confinées donc il n'y aura pas de rejets significatifs dans l'air.

Il n'y a pas non plus d'impact sur le trafic entrant et sortant de l'établissement, car les flux traités transitent d'ores-et-déjà par l'établissement.

Modification des horaires de fonctionnement du broyeur à métaux :

L'augmentation de la plage horaires de fonctionnement du broyeur à métaux ne conduit pas à un impact particulier sur les rejets d'eau, ni sur le trafic de l'établissement dans la mesure où cette modification s'effectuera dans le cadre des volumes d'activités actuellement autorisés.

Par contre, cette modification peut conduire à un impact sur :

- les rejets atmosphériques : sur ce point, l'exploitant s'engage à respecter les flux annuels de rejets actuellement autorisés. Aussi, par cohérence, le flux horaire maximal de rejets en COV du broyeur à métaux a été réduit de 7700 g/h à 2370 g/h. Il n'y a donc pas de modification de l'impact atmosphérique et donc pas d'impact sur l'évaluation des risques sanitaires de l'établissement.
- le niveau sonore dans l'environnement : pour évaluer l'impact sonore lié à la modification des plages horaires de fonctionnement, une campagne spécifique de mesure de bruit a été réalisée au point de référence situé au hameau de Lorquichon, en mars 2017, notamment sur la plage horaire 19 à 20 h. Les résultats de cette campagne montrent que les valeurs limites qui réglementent actuellement l'établissement sont respectées tant en terme de niveau sonore en limite de propriété, qu'en terme d'émergence (émergence diurne de 1,4 dB(A) et émergence nocturne de 1,9 dB(A)).

II.3 – Impacts sur les risques accidentels de l'établissement

Modification relative à la gestion des roues de VHU :

La modification relative à la gestion des roues et pneus au sein de l'établissement (déjantage) sera effectuée au sein de l'aire actuelle de dépollution des VHU. L'impact sur les risques liés à la présence des îlots de stockage des roues et des pneus a été examiné en modélisant les flux thermiques associés à l'incendie de ces différents îlots.

Au regard de ces éléments, il apparaît que les zones d'effets thermiques ne sortent pas des limites de propriétés de l'établissement et les îlots seront implantés afin de prévenir tout effets dominos.

Modification relative à la gestion des DEEE :

La modification relative à la gestion des DEEE (radiateurs à bain d'huiles) sera effectuée à l'intérieur du bâtiment actuel de dépollution des DEEE et le stock total de DEEE n'est pas augmenté.

Cette modification n'aura pas d'impact particulier sur le phénomène dangereux majorant présenté par cette activité.

Modification relative à la gestion des résidus de broyage (RB):

La modification relative au traitement des résidus de broyage (traitement des câbles) ne génère pas de risque accidentel significatif dans la mesure où il n'y a pas de stocks nouveaux liés à cette activité.

Modification des horaires de fonctionnement du broyeur à métaux :

L'augmentation de la plage horaires de fonctionnement du broyeur à métaux n'a pas d'impact particulier en terme de risques accidentels dans la mesure où aucune augmentation des stocks présents sur site n'est prévue.

III – INSTRUCTION TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE

Les différents porter à connaissance déposés par la société GDE portent sur des installations régulièrement autorisées par les arrêtés préfectoraux réglementant l'établissement.

Par ailleurs, l'examen de ces différentes modifications fait apparaître les éléments suivants :

- le régime réglementaire s'appliquant à l'établissement (autorisation) n'est pas modifié, seule une nouvelle rubrique relevant du régime de la déclaration est créée ;
- les rubriques visées pour les installations modifiées ne sont pas concernées par les seuils définis par l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement ;
- il n'y a pas de modification significative des risques accidentels présentés par l'établissement dans la mesure où les zones d'effets en cas d'accidents ne sortent pas des limites de propriétés.
- l'exploitation de l'établissement en tenant compte de ces modifications ne devrait pas apporter de nouvelles nuisances par rapport à l'existant. En particulier, en ce qui concerne l'augmentation de la plage horaire de fonctionnement du broyeur, la campagne de mesure préalable à montrer que ce fonctionnement s'effectuerait en respectant les valeurs limites d'émergence et de niveau de bruit en limite de propriété actuelles.

Toutefois, pour ce qui concerne l'évolution des horaires du broyeur à métaux, l'inspection des installations classées a consulté la mairie de Rocquancourt. Par courrier du 8 août 2017, la commune de Rocquancourt précise qu'elle préconise une limitation des horaires de fonctionnement à la plage horaire de 7 h à 19 h.

Aussi, à la suite de consultation de la Mairie de Rocquancourt sur ce point, et compte tenu de la sensibilité des relations entre l'établissement et les riverains du hameau de Lorquichon, l'inspection des installations classées propose de limiter cette extension de plage horaire à 7 h – 19 h du lundi au vendredi, au lieu de 7 h – 20 h 30 demandé par l'exploitant.

Compte tenu des éléments décrits ci-avant, les modifications envisagées ne présentent pas de caractère substantiel et ne nécessite pas, par conséquent, de nouvelle autorisation.

Toutefois, il est proposé en annexe au présent rapport un projet de prescriptions complémentaires visant à encadrer ces différentes évolutions d'activité.

IV – CONCLUSION

Compte tenu des éléments mentionnés ci-avant, il apparaît que les modifications envisagées par l'exploitant ne constituent pas une modification substantielle par rapport à l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2010, modifié par les arrêtés du 16 février 2011, 15 mars 2011 et du 2 mai 2013 et 9 septembre 2014.

Au regard des éléments fournis par l'exploitant à l'appui de sa demande, les modifications envisagées ne génèrent pas d'impact chronique, accidentel ou sanitaire particulier pour l'environnement et les riverains.

Toutefois, le projet d'arrêté complémentaire fixe les prescriptions complémentaires visant à encadrer ces modifications et met à jour le classement de l'établissement à la suite des dernières modifications de la nomenclature des installations classées.

Nous proposons donc aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable aux demandes de modifications d'activité présentées par la Société GDE, sous réserve des prescriptions complémentaires ci-jointes conformément aux articles L 181-14 et R 181-45 du Code de l'environnement.

Validation	Rédacteur L'inspecteur de l'environnement  Hubert SIMON	Vérificateur L'inspecteur de l'environnement  Christelle ZANIBELLI	Approbateur Le chef du Service Risques  Adrien BRESSON
	Rédigé le : 20 septembre 2017	Vérifié le : 26 septembre 2017	Adopté le : 26 septembre 2017

Annexe n°1 : plan situation de l'établissement GDE

